



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du lundi 9 mai 2022**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

Extrait de la délibération affiché le **13 mai 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le neuf mai à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 mai 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

**Étaient présents : 30**

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la communication n° D.42-COM2), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

**Excusés ayant donné pouvoir : 3**

Patrick **DENISE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**  
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**  
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 9 mai 2022

2022.05/46

### RESSOURCES HUMAINES – ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – DÉTERMINATION DU NOMBRE DE SIÈGES – MAINTIEN DU PARITARISME – CRÉATION D'UN CST COMMUN VILLE / CCAS

**M. Jérôme DUBOST, Maire** – La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ont créé une instance unique pour le dialogue social nommée le Comité Social Territorial (CST).

Cette nouvelle instance issue de la fusion des deux instances consultatives que sont le comité technique (CT) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) verra le jour à l'issue des prochaines élections professionnelles de décembre 2022. Elle sera créée auprès de chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents.

Le CST reprend l'intégralité des attributions exercées à ce jour par le CT et le CHSCT.

Ainsi les comités sociaux connaissent des questions relatives :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations,
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus,
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines,
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels,
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations,
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire,
- aux autres questions prévues par décret en Conseil d'État.

La loi de transformation de la fonction publique a également prévu la création d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (FSSCT) pour les collectivités et établissements employant au moins 200 agents ou si elles présentent des risques professionnels particuliers.

La compétence générale confiée par la loi à la formation spécialisée relève des attributions du CST en matière :

- de questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail,
- d'organisation du travail,
- de télétravail et des enjeux liés à la déconnexion
- de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques,
- d'amélioration des conditions de travail et les prescriptions légales y afférentes.
- De mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels ou encore
- de projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et d'introduction de nouvelles technologies.

Enfin, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un de ses établissements publics de créer un CST commun compétent à l'égard des agents de la collectivité et des agents de l'établissement public.

### **1°) Détermination du nombre de représentants du personnel et de représentants de l'administration au Comité Social Territorial (CST)**

Le nombre des représentants du personnel au sein du futur comité social territorial est fixé par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le comité social territorial, dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents de la collectivité.

Lorsque l'effectif est au moins égal à 200 et inférieur à 1000, le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé entre 4 et 6 représentants. Les effectifs de la Ville de Montivilliers, arrêtés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année 2022, se situent dans cette tranche.

Cette délibération doit intervenir au moins six mois avant la date du scrutin, après avoir consulté les organisations syndicales présentes dans la collectivité.

La délibération fixe par ailleurs le nombre de représentants de la collectivité qui ne peut excéder le nombre de représentants du personnel.

De plus, cette délibération peut prévoir le recueil par le CST de l'avis des représentants de la collectivité.

Dans ce cas, lors des réunions, l'avis du comité est rendu lorsqu'ont été recueillis :

- l'avis du collège des représentants de la collectivité ou de l'établissement, d'une part
- et l'avis du collège des représentants du personnel, d'autre part

Le syndicat, consulté sur ce point, a souhaité maintenir le nombre actuel de représentants du personnel siégeant au CT pour le futur CST, à savoir 5 représentants. Dans le même temps, le syndicat a estimé que le paritarisme au sein de l'instance faisait partie intégrante d'un dialogue social constructif et donc de qualité. En effet, ce principe favorise la concertation entre les organisations syndicales, les élus et l'administration.

**C'est pourquoi, sur la base de ces échanges et au nom d'un dialogue social constructif, il est proposé de fixer le nombre de représentants du personnel à 5 et de maintenir le paritarisme numérique au sein du CST entre le nombre de représentants de la collectivité et le nombre de représentants du personnel. Les représentants de la collectivité formuleront un avis au cours des séances du CST.**

### **2°) Pour la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail instituée au sein du comité social territorial (FSSCT)**

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montivilliers, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail doit être instituée au sein du comité social territorial.

Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le CST.

**Ainsi, après consultation des représentants du personnel, il a été décidé de fixer le même nombre de sièges de représentants du personnel au sein de la formation spécialisée que celui du CST, à savoir 5 sièges, et d'instituer le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel.**

**Il a également été prévu d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité au sein de la formation spécialisée.**

### **3°) Création d'un CST commun entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de la Ville de Montivilliers**

Des CST communs peuvent être créés par délibérations concordantes des organes délibérants et sous réserve que l'effectif global concerné soit au moins égal à 50 agents, entre une commune et un établissement public qui lui est rattaché. Le CST commun est alors compétent pour tous les agents des collectivités et établissement concernés.

Pour des raisons de bonne gestion, il semble cohérent de disposer d'un Comité Social Territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la Ville de Montivilliers et du CCAS.

Effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Commune =	264 agents
C.C.A.S. =	31 agents

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le code général de la fonction publique,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**VU** l'avis du Comité technique du 29 avril 2022 :

**VU** le budget de l'exercice 2022,

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'un comité social territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents ;
- Qu'une formation spécialisée en matière de santé, sécurité et des conditions de travail doit être instituée au sein du comité social territorial dans chaque collectivité et établissement employant deux cents agents au moins ;
- Que l'effectif constaté au 1er janvier 2022 est compris entre 200 et 1999 agents ;
- Que pour des raisons de bonne gestion, il semble cohérent de disposer d'un Comité Social Territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la Ville de Montivilliers et du CCAS
- Que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 9 avril 2022 soit plus de 6 mois avant la date du scrutin.

**VU** le rapport du Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE :**

**1. Pour le comité social territorial :**

- De fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du comité social territorial à 5;
- D'instituer le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel ;
- D'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

**2. Pour la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail instituée au sein du comité social territorial :**

- De fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée à 5;
- D'instituer le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel ;
- D'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.

**3. Pour la création d'un CST commun entre la Ville de Montivilliers et le CCAS :**

- De créer un Comité Social Territorial unique compétent pour les agents de la commune de Montivilliers et du C.C.A.S ;
- De placer ce Comité Social auprès de la commune de Montivilliers.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

**Pour : 33**

**Contre : 0**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*